

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26, rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 22/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES MORIN**

La Ballastières  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2025-396\_RAPVI CARRIERES MORIN  
Code AIOT : 0010003123

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement CARRIERES MORIN implanté La Blissière - Prézault - La Tannerie 37220 Parçay-sur-Vienne. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES MORIN
- La Blissière - Prézault - La Tannerie 37220 Parçay-sur-Vienne
- Code AIOT : 0010003123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIÈRES MORIN est autorisée, sous couvert de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001, (suite au transfert d'exploitation acté par l'arrêté préfectoral n°21250 du 24 octobre 2023 ) à exploiter la carrière de sables et graviers située aux lieux-dits " Prézault", "La Tannerie" et "La Blissière" sur le territoire de la commune de Parçay-sur-Vienne. L'échéance de fin d'exploitation (remise en état comprise) est fixé au 16 janvier 2026. L'installation de traitement des matériaux est quant à elle exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°14334 du 5 janvier 1995.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 12 et 39	/	Demande d'action corrective	60 jours
4	Rapport d'exploitation annuel – Suite constat VI 09/03/21	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 35	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
7	Admission des déchets inertes extérieurs	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 16	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantité de matériaux extraits	AP Complémentaire du 31/12/2021, article 2	/	Sans objet
3	Élimination des produits	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 12	/	Sans objet
5	Montant des garanties	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet



Article 12 : La remise en état du site devra être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation [...] Elle sera coordonnée à la progression de l'exploitation, chaque secteur exploité étant remis en état pendant que le suivant est en exploitation. Elle comportera au minimum les dispositions suivantes :

- afin de modérer les risques d'érosion, des pentes faibles de l'ordre de 1 pour 5 seront adoptées pour la partie supérieure de la berge comprise entre le terrain naturel et le niveau moyen des eaux. Pour la partie en eau, le profilage de berge sera amené à une pente moyenne de 1 pour 3 ;
- la terre végétale sera réservée pour l'aménagement de la partie haute des berges ou pour le régala final des zones remises en culture. Afin d'éviter l'eutrophisation, les pentes submergées seront profilées avec les stériles de découverte ;
- les apports de matériaux extérieurs seront strictement limités aux quantités nécessaires au remblaiement prévu par le plan de réaménagement. A cette fin, seuls des matériaux inertes seront utilisés : stériles d'exploitation, matériaux de terrassement, matériaux de démolition préalablement triés. À tout moment, l'exploitant devra pouvoir justifier de la conformité de ces matériaux d'apport ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la réutilisation des terrains (plan d'eau, boisements, cultures) ;
- les plantations et semis définis dans l'étude d'impact figurant dans la demande d'autorisation ;
- la suppression des merlons visés à l'article 24 du présent arrêté.

La remise en état finale sera conduite de façon à respecter le plan annexé au présent arrêté

Article 39 : Tout projet de modification des conditions d'exploitation de l'installation, tout projet de modification comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant, tout projet de modification allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet d'Indre-et-Loire, avec tous les éléments d'appréciation .

#### **Constats :**

L'autorisation d'exploiter la carrière arrive à échéance au 17 janvier 2026.

Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, l'exploitant a indiqué qu'il allait transmettre une notification de cessation partielle pour l'été 2025, conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant a précisé que la cessation partielle concernera les parcelles ZK0041, ZK0040, Zi0042, Zi0043, Zi0044, Zk0001, Zi0045 et ZE0149.

Pour les autres parcelles du périmètre (ZE 018, 0146, 0089, 0105, 0058, 0059 et 0060), l'exploitant va demander une prolongation de huit ans de la durée d'autorisation, consacrée uniquement à la remise en état de ces parcelles pour un usage agricole.

Le plan de remise en état finale de la carrière a été consulté . L'exploitant a indiqué que celui-ci ne serait pas respecté dans la totalité, les propriétaires des parcelles n'étant pas en accord avec celui-ci. L'exploitant a précisé qu'il allait demander notamment les modifications des conditions de remise en état suivantes :

- l'île du plan d'eau du Prézault n'a pas été réalisée ;
- l'implantation du boisement sur la parcelle ZK41 sera différente ;
- le boisement sur la partie sud de la parcelle ZK0040 et les bandes boisées discontinues au Nord des parcelles ZK0040 et ZK0042 ne seront pas effectués.

L'exploitant a précisé que les boisements non réalisés vont être compensés par des haies et que l'impact de ces modifications sur la biodiversité sera positif.

L'exploitant dispose des accords de la mairie et des propriétaires pour les modifications des conditions de remise en état qui vont être sollicitées.

L'exploitant a indiqué que le dossier de cessation d'activité partielle sera déposé, après l'instruction de la demande de modifications des conditions de remise en état.

Il conviendra que le dossier de cessation partielle comporte les éléments permettant de justifier du respect des dispositions de remise en état prescrites par l'arrêté (respect des pentes, du profilage, des plantations ...).

**Les modifications des conditions de remise en état et la demande de prolongation sont à porter à la connaissance du Préfet d'Indre-et-Loire.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 3 : Élimination des produits**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 12

**Thème(s) :** Autre, Remise en état

**Prescription contrôlée :**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets seront valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, les zones de stockages de produits chimiques et de déchets ont été vues.

Une dizaine de bidons sont notamment stockés sur rétention dans l'atelier ainsi qu'une quinzaine de fûts sur les retentions couvertes à l'extérieur. Des éléments métalliques ont notamment été constatés dans les bennes de stockage des déchets.

L'exploitant a indiqué que les déchets et les produits seraient éliminés dans le cadre de la cessation partielle d'activité.

**Pas d'écart constaté.**

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 :** Rapport d'exploitation annuel – Suite constat VI 09/03/21

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 35
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A la fin de chaque année d'exploitation, l'exploitation fera connaître à l'inspection des installations classées dans un mémoire accompagné de plans justificatifs, l'avancement des travaux de remise en état des sols et des aménagements réalisés ainsi que son programme d'extraction pour l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite d'inspection précédente du 22 mai 2024, il était attendu que le mémoire relatif à l'avancement des travaux de remise en état, des aménagements réalisés et du programme d'extraction pour l'année suivante soit réalisé et transmis à l'Inspection à la fin de chaque année d'exploitation.</p> <p>Par courrier du 13 août 2024, l'exploitant a transmis le rapport d'exploitation de la carrière pour l'année 2023. Ce rapport comporte les éléments suivants : les quantités extraites ; l'échéance préfectorale ; les surfaces S1/S2/S3 ; une synthèse des contrôles périodiques effectués ; l'absence d'accidents et les faits marquants.</p> <p>Par courrier du 12 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan annuel d'exploitation mis à jour au 5 décembre 2024. Celui-ci n'était pas accompagné du rapport d'exploitation de la carrière pour l'année 2024.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, l'exploitant disposait du rapport annuel d'exploitation 2024. Une copie de celui-ci a été transmise à l'Inspection suite à la visite. Le rapport 2024 consigne les quantités extraites, les quantités de déchets inertes extérieurs, l'échéance préfectorale, les surfaces S1/S2/S3, une synthèse des contrôles périodiques effectués, l'absence d'accidents et les faits marquants.</p> <p><b><u>L'échéance de transmission du plan et du rapport annuel d'exploitation n'est pas respectée.</u></b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 5 : Montant des garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 28 et 31
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est: [...] 1 809 250 F pour la cinquième période (275 818,38€).</p> <p>Tous les 5 ans le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite d'inspection du 22 mai 2024, il était attendu de l'exploitant qu'il justifie du calcul des garanties financières ayant abouti au montant cautionné de 528 802 euros.</p> <p>Par courrier du 13 août 2024, l'exploitant a transmis le calcul du montant réactualisé des garanties financières.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, l'exploitant a indiqué que le porter à connaissance relatif à la demande de prolongation (cf. constat " Remise en état") comporterait un phasage associé à des garanties financières.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenues en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, l'exploitant a indiqué que la vérification des extincteurs est effectuée annuellement. Le registre de sécurité a été consulté : la dernière vérification qui y est consignée a été réalisée en mai 2025. L'exploitant a précisé ne pas disposer encore du rapport de vérification correspondant mais le certificat N4 de la vérification précédente, en date du 06/09/2024, a pu être consulté : 16 extincteurs ont été vérifiés. L'extincteur présent dans le bureau a été vu : la vignette de vérification comporte la date de vérification de mai 2025. Lors de la visite du site, la vignette de vérification de l'extincteur n°4 présent dans l'atelier, a été vue : la date de mai 2025 y est également consignée. L'exploitant a précisé que dans le cadre de la demande de prolongation (cf. constat "Remise en état"), la base vie serait déplacée vers l'entrée du site et sera équipée des moyens de lutte contre l'incendie nécessaires.
<b><u>Pas d'écart constaté.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Admission des déchets inertes extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 5</u> : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> </ul>

- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

Article R541-43-1 :I. Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, les déclarations d'admissions de terres excavées au RNDTS n'ont pas pu être vérifiées (la personne en charge de ce suivi étant en vacances le jour de l'inspection).

L'exploitant a indiqué avoir admis pour le remblayage de la carrière que des terres et cailloux.

Par sondage, deux documents d'acceptation préalable des déchets inertes ont été consultés ( n°28/01/2025-001PS et n°24/12/2024-001PS). Ceux-ci étaient correctement renseignés et signés. Suite à la visite, l'Inspection a consulté la fiche de l'établissement sur Trackdéchets, avec une extraction sur la période du 20 mai 2024 au 20 mai 2025. L'histogramme de suivi "Déclarations de Terres Excavées et Sédiments" comptabilise les nombres de déclarations suivants : 688 en mai 2024 ; 626 en juin 2024 ; 407 en juillet 2024 ; 73 en août 2024 et 300 en septembre 2024. Une quantité totale de 48 484,09 tonnes de terres et cailloux entrants est notifiée dans la fiche de l'établissement.

Les accès de consultation des registres par le RNDTS ayant été fermés au 1er mai 2025, l'Inspection n'a pas pu vérifier si les admissions de terres excavées ont été déclarées au RDNTS.

<b><u>Les déclarations des admissions de terres excavées au RNDTS sont à justifier.</u></b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 8 : Plan de remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12,3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, le plan relatif aux casiers de remblais a été consulté. L'exploitant a indiqué que les casiers qui sont actuellement en cours de remblaiement sont le C6 et le B6. La zone de remblaiement a été vue au cours de la visite du site. Les casiers sont délimités par des piquets et une pancarte.
<b><u>Pas d'écart constaté.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel. La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur

minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, le piézomètre n°3 a été vu. Celui-ci est capoté et cadennassé. A vue d'œil, la tête de celui-ci dépasse de 50 cm du sol. Cependant, la margelle bétonnée prescrite par l'article sus-visé n'est pas présente.

Huit autres piézomètres sont présents sur la carrière selon le plan d'exploitation mis à jour au 5 décembre 2024 (n°1, 5, 7, 14, 18, 20, 21 et 23). L'exploitant n'a pas su confirmer si ceux-ci présentent bien les caractéristiques demandées par l'article sus-visé. Le chef de carrière a seulement montré une photographie du piézomètre n°18 où le capotage a pu être constaté ainsi que l'absence de cadenas.

Il est à noter que dans le cadre de la cessation partielle d'activité et la demande de prolongation (cf. constat " Remise en état"), l'exploitant prévoit de ne pas conserver l'ensemble des piézomètres actuellement présents (au nombre de 9).

Par courriel du 16 mai 2025, l'exploitant a indiqué qu'un état des lieux complet du suivi piézométrique serait réalisé afin de déterminer les piézomètres à conserver.

**Le piézomètre n°3 ne présente pas de margelle bétonnée et le piézomètre n°18 ne comporte pas de dispositif approprié de fermeture. Les dispositifs de protection de l'ensemble des piézomètres sont à justifier. Un positionnement sur les piézomètres à conserver dans le cadre de la demande de prolongation est attendu.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

N° 10 : Suivi des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 14 mai 2025, le rapport "Suivi des eaux 2025" a été consulté. Celui-ci récapitule les résultats des analyses effectuées sur les eaux souterraines et sur les eaux des plans d'eau.

Pour les eaux souterraines, les relevés des niveaux piézométriques sont effectués mensuellement sur les piézomètres 1, 3, 5, 7, 20 et 23.

Les analyses sont effectuées semestriellement sur les eaux souterraines, les paramètres mesurés étant les suivants :

Paramètres	Piézomètres
Température	1, 7, 14, 18 et 20
pH	1, 7, 14, 18 et 20
Conductivité	1, 7, 14, 18 et 20
Hydrocarbures totaux	1, 7, 14, 18 et 20
Métaux	7, 18 et 20
Sulfates	7, 18 et 20

L'exploitant n'a pas su expliquer pourquoi les relevés des niveaux piézométriques et les analyses ne sont pas effectués sur les mêmes piézomètres.

Par ailleurs, il est à noter que les eaux du piézomètre n°18 ont présenté des concentrations en fer supérieures à la norme de qualité environnementale de 200 µg/L (guide d'évaluation de l'état des eaux souterraines - version juillet 2019) : 9 820 µg/L le 27 mars 2025 et 3 110 µg/L le 6 juin 2024. L'exploitant n'a pas su expliquer les causes de ces concentrations, il a seulement précisé que le piézomètre n°18 est situé en amont, le rapport "suivi des eaux 2025" ne permettant pas de le confirmer, aucune carte du sens d'écoulement de la nappe et des courbes iso-pièzes n'étant présent dans le rapport.

Par courriel du 16 mai 2025, l'exploitant a indiqué qu'un état des lieux complet du suivi piézométrique allait être réalisé, afin de déterminer les piézomètres à conserver, à relever et à intégrer dans le programme d'analyses, dans le cadre de la demande de prolongation (cf. constat " Remise en état").

<p><b><u>Le suivi environnemental des eaux souterraines et les teneurs en fer du piézomètre n°18 sont à justifier.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>